

GOVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE NOIRE CHEZ CHEIKH ANTA DIOP

Judé SOGOBA,
Doctorant- Université des Lettres
et des Sciences Humaines de Bamako (Mali)
sogobajude1@gmail.com

RÉSUMÉ

L'Afrique est un continent regorgeant de richesses naturelles considérables. Mais, force est de constater que les Africains dans leur majorité sont parmi les plus pauvres du monde ; ce qui signifie que les Africains doivent revoir leurs politiques de gouvernance et de développement.

Il faut tout d'abord noter « la prise de conscience de tous les Africains de l'Afrique noire ». (C. A. Diop, 1990, p. 45). Pour ce faire, il faut : la restauration de la conscience historique, la lutte collective, le contrôle de l'avant-garde, la pression réfléchie des peuples sur les dirigeants, la suppression du néocolonialisme, la lutte contre le conformisme religieux, le

tamis des cultures, la croyance à une vraie indépendance, la décision d'aller vers un mieux-être, l'indépendance énergétique, reconstruire l'être africain dans son ipséité...

L'humanité est africaine car mère de toute civilisation. Pour J. D. Nascimento (2021, p. 10), Diop a fait « œuvre d'une pensée politique d'anticipation sur les défis qu'allaient devoir affronter et révéler les futurs Etats africains après la colonisation ». Il ajoute que Diop ne se limite pas à une souveraineté externe mais globale (contrôle effectif de l'espace national sur le plan économique, politique, culturel, linguistique, technique, scientifique et militaire).

Pour une meilleure qualité de vie des Noirs, il faut : la stabilité politique, les institutions et les hommes efficaces, l'éducation de qualité, l'innovation et la recherche, la sécurité et la justice, des infrastructures solides, la stabilité économique.

Mots clés : Afrique noire, développement, gouvernance, néocolonialisme, ipséité de l'être africain

Abstract:

Africa is a continent brimming with considerable natural wealth. But it is clear that the vast majority of Africans are among the poorest in the world. Which means that Africans must review their governance and development policies.

We must first of all note "the awareness of all Africans in black Africa". (C. A. Diop, 1990, p. 45). To do this, we need: the restoration of historical consciousness, the collective struggle, the control of the avant-garde, the thoughtful pressure of the people on the leaders, the suppression of neocolonialism, the fight against religious conformism, the sieve cultures, the belief in true independence, the decision to move towards better well-being, energy independence, rebuilding the African being in its selfhood...

Humanity is African because it is the mother of all civilization. For J. D. Nascimento (2021, p. 10), Diop created "the work of a political thought of anticipation on the challenges that the future African States would have to face and reveal after colonization". He adds that Diop is not limited to external but global sovereignty (effective control of national space on the economic, political, cultural, linguistic, technical, scientific and military levels).

For a better quality of life for blacks, we need: political stability, effective institutions and men, quality education, innovation and research, security and justice, solid infrastructure, economic stability.

Key words: Black Africa, development, governance, neocolonialism, selfhood of the African being.

INTRODUCTION

« Chaque crise est une chance ». (Victoria Principal).

L'Afrique, après avoir mené des guerres avec d'autres continents pour leur libération, a réclamé la sienne. Celle-ci lui a été accordée ou a été arrachée à travers les indépendances. Au départ, l'Afrique s'est réjouie de cet affranchissement sans savoir que celui-ci n'en était pas un. Cela s'explique par le fait que les secteurs les plus importants dans le développement sont restés sous le contrôle des colonisateurs. Parmi ces secteurs, nous pouvons citer entre autres la monnaie, la sécurité, l'éducation. Avec tout cela, nous ne pouvons pas parler d'une véritable indépendance. Convaincue de son objectif, l'Afrique se donne comme tâche de se libérer de façon holistique.

Comme l'a souligné Cheikh Anta Diop, dans sa philosophie du développement de l'Afrique, l'homme africain doit se faire confiance afin de faire face à toute doctrine néocolonialiste. Il invite les Africains à prendre conscience de leur potentialité et surtout du fait qu'ils sont porteurs de tout car l'autre n'a rien à leur apprendre. Avec une telle prise de conscience, il est incontournable d'éviter les crises politiques. Les puissances coloniales européennes qui ont accordé un semblant d'indépendance à l'Afrique se trouvent présentes partout sous une nouvelle forme qui est le néocolonialisme ; ce qui impose la lutte en Afrique noire. Ainsi, donc pour C. A. Diop (1990, p. 67) :

De toutes les puissances européennes qui dominent l'Afrique, la France est l'une des plus colonialistes sinon la plus colonialiste. Les méthodes qu'elle applique (politique d'assimilation, etc.) sont telles que malgré l'exploitation la plus féroce, on n'a pas vu surgir ; jusqu'ici, dans ses colonies d'Afrique noire (les territoires sous mandat mis à part) une franche aspiration à l'indépendance nationale. Le colonialisme français a même réussi un coup de force exceptionnelle en créant des consciences politiques, de tout âge, vieilles, d'âge mûr, jeunes ; attelées à la défense de l'Union française.

Ainsi, la crise étant une opportunité ou un moyen qui peut permettre un nouveau départ, l'Afrique de l'Ouest fait face à des coups d'État qui sont devenus monnaies courantes depuis les indépendances. Dans ce 21^{ème} siècle, un nouveau vent souffle sur l'Afrique noire ; celui de la souveraineté africaine. À la lumière des travaux de Diop, nous proposerons des pistes de solutions pour un développement durable africain.

Après les indépendances, les pays d'Afrique ne sont pas restés les bras croisés, leur inquiétude primordiale était le développement du continent africain. Ainsi, les politiques de développement se multipliaient d'année en année. C'est pourquoi l'Agenda 2063 a été mis en place pour le développement durable d'une Afrique unie et prospère : « Afrique intégrée,

prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale ». (UA).

Pour Jose Do Nascimento, Diop ne se limite pas à une souveraineté externe mais globale. C'est pourquoi il écrit :

Mais la souveraineté qu'envisage Cheikh Anta Diop n'est pas la souveraineté au sens du droit international public : indépendance territoriale et personnalité juridique internationale. Diop envisage la souveraineté au sens du droit public interne : contrôle effectif de l'espace national sur le plan économique, politique, culturel, linguistique, technique scientifique et militaire. (J. Do Nascimento, 2021, p. 11).

Le combat de la souveraineté ne sera pas gagné du jour au lendemain, il sera pérenne. Les Africains doivent se battre pour leur liberté. Ce qui nous rappelle le discours de l'ex-président burkinabé, Thomas Sankara :

L'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte, ne mérite pas qu'on s'apitoie sur son sort ; cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère. (D. Rawane, 2017, p. 35).

Quels sont les éléments clés pour la bonne gouvernance et le développement en Afrique noire ? Que faut-il pour le développement de l'Afrique noire ? Quelles sont les conditions du développement de l'Afrique noire ? Quels sont les voies et moyens de la réalisation du développement du continent noir ?

Notre objectif général, à travers cet article, est de repenser la problématique du développement de l'Afrique aux prismes de Cheikh Anta Diop. Notre objectif spécifique est de mettre en exergue les problèmes empêchant le développement du continent noir.

Pour mener à bien cette réflexion, nous allons adopter une démarche herméneutique, dont le procès constitue en même temps la structure de l'article. Ainsi, nous allons mener une réflexion sur les questions de la stabilité politique ; des institutions et les hommes efficaces ; l'éducation de qualité, l'innovation et la recherche ; la sécurité et la justice ; l'infrastructure solide ; la santé et le bien-être social ; la stabilité économique ; le développement durable ; la valorisation de l'énergie verte ; l'engagement international ; la nécessité d'une révolution en Afrique noire et l'obéissance à la volonté de l'Occident contre la volonté de l'Afrique.

1. La stabilité politique

Un État stable et capable de maintenir l'ordre est essentiel pour favoriser un environnement propice au développement. L'instabilité politique peut freiner les investissements et empêcher la croissance économique. Cette faiblesse est due au fait que le niveau de corruption dans la

prestation des services publics est plus élevé, avec la faiblesse des mécanismes et des institutions de responsabilisation des dirigeants et la faible liberté de la presse.

Le bénéfice de l'action politique doit revenir à la cité et non pour soi ni pour un clan ni pour une famille comme cette expression était monnaie courante, au Mali. Pour H. Arendt (1972, p. 289) : « Les mensonges ont toujours été considérés comme des outils nécessaires et légitimes, non seulement du métier du politicien ou de démagogue, mais aussi de l'homme d'Etat ». Cette phrase laisse entendre que le mensonge est consubstantiel à la politique.

Le souci principal de tout homme politique doit être l'amélioration du niveau de vie de sa population. Et, cette amélioration n'est pas possible sans le travail. Il faut donc créer des emplois pour la société. Le secteur privé doit être bien contrôlé pour la paix des travailleurs du domaine privé. Mais si le soin est laissé à chaque entreprise de faire ses propres lois, il y aura forcément de l'anarchie. Un politique doit savoir qu'il porte toute la cité sous sa responsabilité. Le politique pour arriver à ses fins peut jouer sur plusieurs leviers parmi lesquels la religion.

La religion, dans nos sociétés africaines, a été mal conçue dans la mesure où les Africains ont tout abandonné pour les religions importées ou dites révélées. La notion de Dieu se trouve présente partout et dans tous les discours ; ce qui revient à dire que tout politique qui dit « si Dieu le veut », peut être qualifié de trompeur politique. Celui-ci se cache derrière Dieu pour exprimer ses propres opinions. Un discours politique adossé à Dieu n'est qu'un simulacre. C'est pour tromper le peuple/la population, surtout quand nous avons affaire à une population illettrée. Il faut alors prioriser la justice, l'éducation, la sécurité et la santé.

Pour Cheikh Anta Diop, nous devons nous méfier des organisations occidentales. Il parle de l'Union Africaine avec comme une illustration, le fait que :

L'Union française quel que soit l'angle sous lequel on l'envisage, apparaît comme défavorable aux intérêts des Africains. En ce sens qu'elle impliquera, toujours, une exploitation unilatérale de l'Afrique par la métropole et un étouffement des aspirations légitimes d'indépendance nationale des peuples colonisés ; sans la réalisation desquelles il n'y a pas de démocratie possible. (C. A. Diop, 1990, p. 7).

1.1 Les institutions et les hommes efficaces

Les hommes honnêtes, patriotes, intègres et moraux sont sollicités. Ensuite, il faut des institutions gouvernementales transparentes, responsables et exemptes de corruption ; celles-ci étant nécessaires pour garantir l'équité, l'état de droit et la confiance des citoyens et des investisseurs.

Une bonne justice garantit l'égalité sociale ; par conséquent réduit les discriminations sociales, plus spécifiquement celles liées au genre, à la classe sociale, à l'ethnie, à la religion ; ce qui va promouvoir la cohésion et l'harmonie sociales.

1.2 L'éducation de qualité, innovation et recherche

Il ne s'agit pas d'une éducation moribonde. Il faut un système éducatif très solide et crucial afin de permettre la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et très compétente. On ne peut parler d'une innovation, de la productivité et de la croissance économique à long terme tant qu'on n'a pas accès à une éducation de qualité. C'est pourquoi Nelson Mandela dit : « L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde ».

Il faut encourager la recherche scientifique et l'innovation technologique avec des prix d'État car elles stimulent la croissance économique et favorisent la compétitivité à l'échelle mondiale. Il faut des bibliothèques universitaires, des laboratoires équipés et il importe de subventionner les livres.

2. La sécurité et la justice

La sécurité et la justice fonctionnent comme des vases communicants : la justice renforce la sécurité, qui à son tour garantit la bonne distribution de la justice. La cause de l'insécurité sociale est la mauvaise distribution de la justice. L'appareil judiciaire doit être irréprochable. Il y faut des hommes qui sont moralement impartiaux. Pour H. Arendt (1972, p. 291) : « La justice doit prévaloir, même s'il devait en résulter que toute la canaille du monde en périsse ». Aussi, faut-il rappeler que la souveraineté d'un pays dépend de la santé de sa justice et de sa capacité à assurer sa propre sécurité.

La sécurité et la justice sont deux piliers essentiels d'une société fonctionnelle. La protection des citoyens contre les menaces est garantie par la sécurité. Quant à la justice, elle assure non seulement l'équité et l'égalité entre les citoyens mais aussi la réparation en cas de violations de lois. Le maintien de l'ordre et la promotion du bien-être général vient de l'interaction entre la sécurité et la justice. Vu l'évolution constante du monde, les défis en matière de sécurité deviennent de plus en plus complexes. De ce fait, les avancées technologiques nous offrent de nouvelles opportunités, mais aussi de nouveaux risques comme le terrorisme numérique et la cybercriminalité. Suite à ce constat, les autorités, pour faire face à ces menaces émergentes, doivent investir dans des technologies de pointes.

Pour assurer la sécurité à long terme, il faut trouver des réponses plus adaptées aux défis de sécurisation des masses. Le terrorisme vise des massacres de masses. Il est impératif d'associer nécessairement la prévention et gestion dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. Pour que les sociétés puissent créer des environnements plus justes pour tous les membres, il faut réellement investir considérablement dans les domaines de la justice et de la sécurité.

2.1 Les infrastructures solides

Il faut des infrastructures modernes en rapport avec l'énergie, les télécommunications, les routes, etc. Elles sont toutes essentielles pour rehausser les activités économiques et faciliter les échanges commerciaux.

Le développement économique et social d'un pays est basé sur l'existence d'infrastructures solides. Qu'il s'agisse de réseaux de transport, d'adduction en eau potable, d'assainissement ou d'électricité et de ponts, ces éléments assurent la connectivité et la fonctionnalité de la société moderne. Les infrastructures efficaces et bien entretenues favorisent la croissance économique tout en facilitant le transport des biens et des personnes, en réduisant les coûts de production et en stimulant l'investissement dans de nouveaux secteurs. Elles peuvent aussi renforcer la résilience face aux chocs externes comme les crises économiques, les catastrophes naturelles.

Il est crucial d'investir dans les infrastructures solides afin de réduire les inégalités sociales. Si l'accès équitable aux services sociaux de base tels que l'eau potable, l'électricité, les centres de santé, l'école et les transports est assuré, les gouvernements peuvent améliorer la qualité de vie des populations vulnérables et favoriser l'inclusion sociale. Pour l'entretien de ces infrastructures, les gouvernements et les acteurs privés doivent travailler ensemble pour le développement des projets durables. Les infrastructures solides sont un pilier fondamental du développement durable.

2.2 La santé et le bien-être social

Pour le développement d'un État, la santé des citoyens est réellement déterminante. Notons que la santé et le bien-être social sont intrinsèquement liés. Ils jouent un rôle crucial dans la qualité de vie des individus et des communautés. Pour favoriser un équilibre harmonieux et une société prospère, il est essentiel de mettre un accent spécifique sur la santé physique, mentale et sociale des personnes. Dans une société, la santé doit être considérée comme un bien précieux. Elle ne se limite pas seulement à l'absence de maladie, mais englobe également le

bien-être mental ; émotionnel et social. La santé se trouve influencer par plusieurs facteurs tels que l'accès aux soins de santé, la nutrition, l'exercice physique, l'environnement social et économique ; sans oublier les comportements individuels. Selon A. Hercek (2007, p. 83) :

L'Homme vit inséré dans plusieurs milieux : géographique, familial, culturel, culturel, professionnel, social et économique. L'état de « bonne santé » ou de maladie, de bien-être ou de mal-être, s'intègre dans cet ensemble. L'état de « bonne santé » est un équilibre harmonieux entre l'état de santé physique, moral et la qualité de vie. Les problématiques humaines, sociales et économiques interfèrent en permanence.

Quant au bien-être social, il concerne la qualité des relations interpersonnelles, la cohésion communautaire, l'égalité des chances et l'inclusion sociale. Le bien-être social englobe également l'éducation, l'emploi décent, le logement adéquat, la sécurité alimentaire et la protection sociale. Il faut alors promouvoir des politiques publiques inclusives et des programmes qui garantissent la dignité, l'autonomie et le respect des droits de l'homme pour tous. Ce secteur peut contribuer à la création des communautés épanouies, réduire les inégalités, faire la promotion du bonheur et la prospérité pour tous. Lors que l'on parle de bien-être d'un individu, on doit nécessairement envisager les conditions dans lesquelles il vit, et en particulier son revenu, sa consommation.

3. La stabilité économique

Quand l'économie est stable et diversifiée, les investissements nationaux et étrangers sont au rendez-vous. Il faut s'assurer que le partenariat public-privé soit du type gagnant-gagnant. Il faut une gestion prudente et minutieuse des finances publiques. Il est également essentiel de lutter contre l'inflation afin de maintenir la stabilité économique.

La stabilité économique est une base essentielle de toute société prospère, parce qu'elle est gage de confiance. Elle offre les bases solides pour la croissance, l'emploi et le bien-être général. Elle peut se caractériser également par une absence de fluctuations excessives dans les principaux indicateurs économiques tels que l'inflation, le taux de chômage, la croissance du PIB et l'équilibre des paiements. Quand l'économie est stable, les planifications des entreprises peuvent être à long terme. Il faut investir dans l'innovation et créer des emplois de manière durable. La stabilité économique peut notamment favoriser un cercle vertueux où la confiance des consommateurs et des investisseurs est alimentée par la croissance, alors que la croissance, à son tour, renforce la stabilité. Pour le maintien de la stabilité économique, les gouvernements et les banques centrales doivent adopter des politiques macroéconomiques telles que la politique budgétaire, la politique monétaire et la réglementation financière. Les politiques économiques

doivent être flexibles, adaptatives et fondées sur des données fiables pour pouvoir répondre efficacement aux défis émergents.

3.1 Le développement durable

Le développement durable n'est possible sans la protection de l'environnement. Il faut une gestion responsable des ressources naturelles ; la production des émissions contribuant à préserver l'écosystème et à atténuer les effets du changement climatique. Le développement durable est devenu un impératif mondial dans la mesure où les défis environnementaux et sociaux continuent à se développer négativement. Ce secteur représente un prototype de croissance économique qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Dans le développement durable, il y a trois piliers interdépendants : l'environnement, l'économie et le social. Il a pour objectif, la préservation et la restauration de l'écosystème tout en réduisant l'empreinte écologique de nos activités. Ainsi, nous pourrions assister à la préservation de la biodiversité et la lutte contre la pollution.

Sur le plan économique, les sociétés doivent adopter des modèles d'affaires responsables et encourager surtout l'innovation verte. Elles doivent également investir dans les infrastructures durables et créer des emplois décents. Grâce au développement durable, il y aura la croissance économique inclusive et équitable ; ce qui va favoriser la prospérité pour tous.

Le développement durable garantit l'équité, la justice sociale et le bien-être pour tous. Cela nécessite la lutte contre la pauvreté, la protection des droits de l'homme, la promotion de l'éducation et de la santé, la promotion de la diversité et de l'inclusion. Ainsi, l'avènement du développement durable nécessite une action concertée à tous les niveaux, des gouvernements aux entreprises en passant par la société civile. Toute société qui investit dans le développement durable aujourd'hui, peut créer un avenir plus prospère, équitable pour les générations futures. Selon V. Overleg (2008, p. 9) : « La société civile peut certainement y jouer un rôle. Les organisations de la société civile ont une tâche d'organe mobilisateur afin de viser à un changement de comportement parmi la population. Elles peuvent motiver leurs militants par des actions ciblées ».

3.2 L'engagement international

Dans le monde contemporain, l'engagement international revêt une importance cruciale. Ainsi, les défis auxquels le monde fait face tels que les changements climatiques, les pandémies

et les conflits, la coopération entre les nations deviennent impératif. Aussi, l'engagement international trouve-t-il sa pertinence en ce sens où la résolution des problèmes transfrontaliers exige des solutions concertées. Également, la paix et la stabilité sont favorisées par la diplomatie et la collaboration internationale. La confiance entre les nations est renforcée par les accords multilatéraux. Ces accords créent un cadre propice au développement économique durable. Ils permettent la participation active aux relations internationales, le partage des connaissances et des ressources, la diplomatie et la coopération internationale qui participent à l'élargissement des horizons économiques et politiques de l'État. Ils stimulent également l'innovation et la croissance. Dans l'objectif 17 de son rapport, UNOPS dit : « Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser ».

Dans le cadre des droits de l'homme, la pression internationale sert de contrepoids aux abus, encourageant le respect des valeurs universelles. Des organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) jouent un rôle pertinent tout en fournissant un cadre où les nations peuvent discuter, négocier et résoudre les différends de manière pacifique.

De ce fait, l'engagement international représente alors un pilier fondamental pour aborder les enjeux de ce monde, faire la promotion de la coopération et construire un avenir plus harmonieux.

4. La nécessité d'une révolution en Afrique noire

Vu la fragilité de la classe politique africaine, une remise en cause se fait sentir. Ainsi, une révolution s'impose aux Africains. Quelle que soit la forme de cette dernière, elle doit se faire afin de permettre un développement effectif en Afrique.

Les causes de la fragilité peuvent s'expliquer par un amour démesuré de l'argent qui, à son tour, fait perdre la dignité à la classe politique corrompue ; sans oublier la prostitution politique qui est monnaie courante en Afrique. Loin de penser que l'homme politique ne cherche pas son intérêt ; mais il doit le chercher dans l'intérêt général. Malheureusement, l'Afrique vit dans ce problème car ses hommes politiques, pour leurs intérêts sordides, sont prêts à vendre ou à trahir les peuples. Les promesses faites lors des campagnes ne sont pas respectées ; ce qui est à l'origine de plusieurs chaos politiques. Cela explique également la multiplicité des coups d'État. À cet effet, cette révolution doit être holistique (politique, économique, sociale, culturelle, numérique, historique).

Sans lutte, on n'arrive à rien. Donc, la lutte violente est nécessaire dans certains cas en Afrique noire. Elle est donc le moteur du changement. Pour montrer l'importance de la lutte dans le changement d'un pays, K. Marx (1966, p. 25) s'exprime en ces termes : « L'histoire de toute société se résume dans le développement des antagonismes des classes ; antagonismes qui ont revêtu des formes différentes à de différentes époques ».

Toujours dans le cadre de la révolution, nous devons savoir que s'agissant de la libération nationale, cette révolution est violente. Mais le philosophe Hegel accorde la priorité à la réforme ou à la révolution institutionnelle. Cette position hégélienne est ainsi illustrée par ces termes d'E. Weil (1982, p. 138) :

La vraie révolution n'est pas dans le soulèvement, elle se fait dans les lois et les formes de l'organisation sociale : la révolte anarchique se produit là où la vraie révolution n'a pas eu lieu. C'est aussi pourquoi elle est catastrophique, événement violent qui n'est pas nécessaire, mais qui est devenu inévitable : contre l'injustice, l'individu affirme ses droits et ne peut les affirmer que par la négation destructrice.

Grâce à la révolution africaine, le peuple africain deviendra souverain. Cela suppose une réelle organisation des masses. Sans la bonne organisation des masses, elles ne peuvent être porteuses de la souveraineté. À ce sujet, G. W. F. Hegel (1998, p. 78) déclare : « La souveraineté appartient à l'Etat comme tel, et non pas à telle ou telle des autorités qui le composent. Ni le peuple, ni l'appareil gouvernemental, ni la représentation nationale, ni le prince ne sont le souverain ».

Notons avec Cheikh Anta Diop et Joseph Ki-Zerbo que sous la domination européenne lors de la colonisation, une vision du monde de l'histoire nous a été imposée ; une histoire remplie de préjugés et de mépris. Alors pour se libérer, nous devons partir de nous-mêmes. Ainsi, nous devons faire recours à notre vraie histoire ; ce qui permettra à l'Afrique noire de se redonner confiance et dignité. C'est pour cela qu'ils pensent ainsi : « Reconstruire l'histoire africaine sur des bases qui ne sont pas spécifiquement africaines, mais essentiellement africaines ». (J. Ki-Zerbo, 2016 ; p. 14). Ils vont plus loin en affirmant que : « Nous devons partir de nous-mêmes pour arriver à nous-mêmes ». (J. Ki-Zerbo, 2016 ; p. 12).

4.1 La valorisation de l'énergie verte

Concernant les sources d'énergie, selon Diop, sur le plan mondial, l'Afrique est première. Elle est dotée de sources d'énergie très riches comme : l'énergie hydraulique ; l'énergie solaire, l'énergie atomique, l'énergie thermonucléaire, l'énergie éolienne, l'énergie thermique des

mers, l'énergie marémotrice, la houille rouge, l'énergie thermique des volcans et l'énergie géothermique.

De nos jours, nous pouvons dire que l'énergie solaire est une source d'énergie inépuisable. Tous les pays du sahel doivent conjuguer leurs forces pour pouvoir développer cette énergie durable. Il est inadmissible de croire jusqu'à présent que ces pays rencontrent trop de problèmes dans ce domaine. Le taux d'électrification en Afrique est parmi les plus faibles au monde. Les capitales sont en manque d'électricité à plus forte raison les régions, les cercles et les communes.

Au niveau mondial, les réserves de l'énergie hydraulique sont « évaluées à 50 000 milliards de KWH par an » selon Cheikh Anta Diop (1974, p. 49). Cela sous-entend que l'Afrique Noire est plus riche en sources d'énergie par rapport aux autres régions développées. Cette richesse étant concentrée dans ces régions sous-développées, montre qu'elles peuvent se développer sur le plan énergétique sans demander le ravitaillement en énergie à une autre région quelconque du monde. Ces réserves sont partagées ainsi selon notre auteur : « 90% sont concentrés dans les régions sous-développées : l'Europe ne dispose que de 3%, les U.S.A. de 4%, et l'U.R.S.S. de 3,5%. » (C. A. Diop, 1974, p.56).

4.2 L'obéissance à la volonté de l'Occident contre la volonté de l'Afrique noire

L'objectif ultime de tout gouvernement doit être la mise en œuvre de la volonté de son peuple mais nous constatons que dans la plupart des cas en Afrique Noire que c'est le contraire. Mais au lieu de mettre en avant la volonté du peuple, c'est celle des autorités qui prime. Malheureusement, la plupart de ces volontés sont teintées d'hypocrisie qui ne vise que l'intérêt particulier ; alors que celui-ci ne profite qu'à un petit nombre. C'est là que vient la dérive, c'est-à-dire le malheur de ces peuples surexploités à la fois par une classe politique corrompue et des multinationales voraces.

Il convient alors aux autorités de l'Afrique d'obéir à la volonté du peuple africain ou de chercher à la réaliser pour une aisance continentale au lieu de faire de la volonté de l'autre la leur. Il y a une grande concurrence entre les différents pays et elle est faite pour certaines raisons comme, par exemple, l'accès à la technologie, aux compétences, à l'investissement étranger et même pour l'obtention des marchés. Cette rivalité a pour objectif la satisfaction de la volonté du peuple qui s'exprime par la croissance économique et par l'amélioration du niveau de vie de la population. Mais quant aux autorités de l'Afrique, elles aident plutôt les autres pays ou leurs grands maîtres à piller le continent africain pour aller nourrir leurs peuples. Ainsi Ki-Zerbo (2016, p. 22) dit : « Les

rapports entre les États sont basés sur les concepts de compétitivité et de rentabilité qui aboutissent à une sorte de système de darwinisme économique ».

CONCLUSION

Notons que le développement d'un pays repose sur un équilibre entre ses différents éléments fondamentaux. L'harmonie de ces différents secteurs favorise une croissance durable et un bien-être acquis pour les citoyens. Il faut tout adapter à ses réalités sans oublier sa culture pour un avenir meilleur.

Il ne suffit pas de dénoncer seulement disait Cheikh Anta Diop. Pour lui, le fait de dénoncer le colonialisme fait partie des facteurs d'éducation politique qui restera de tous les temps, indispensables. Il faut alors envisager de façon concrète le plus sûr moyen et le plus rapide possible de couper la racine du mal qui ronge le continent noir. Mais il faut savoir que le colonisateur peut être comparé à une « herbe vivace qui, à mesure que le sol se dessèche, pousse des racines de plus en plus profondes pour garder contact avec les couches nourricières ». (C. A. Diop, 1990, p. 68).

En outre, « Quiconque écrit l'histoire de son temps doit s'attendre qu'on lui reprochera tout ce qu'il a dit et tout ce qu'il n'a pas dit ». (Voltaire, 1772, pp. 254-255).

Références bibliographiques

1. ARENDT Hannah, 1972, *La crise de l'éducation*, Paris, Gallimard.
2. DIOP Cheikh Anta, 1990, *Alerte sous les Tropiques. Cultures et développement en Afrique noire*, Paris, Présence africaine.
3. DIOP Cheikh Anta, 1974, *Les fondements économiques et culturels d'un Etat fédéral d'Afrique noire*, Paris, Présence africaine.
4. DIOP Cheikh Anta, 1981, *Civilisation ou Barbarie*, Paris, Présence africaine.
5. DIOP Cheikh Anta, 1993, *Antériorité des civilisations nègres : Mythe ou vérité historique*, Paris, Présence africaine.
6. Diop Rawane, 2017, *L'Afrique dans la globalisation : une barbarie sans fin*, Paris, L'Harmattan.
7. DO NASCIMENTO Jose, 2021, *La pensée politique de Cheikh Anta Diop*, Paris, Harmattan.
8. HEGEL George Wilhem Friedriche, 1998, *Principes de la philosophie du droit*, par Jean-François Kervégan, Paris, PUF.

9. HERCEK Albert, Mars 2007, « Santé et mieux-être social », *Dans Humanisme* 2007/1(N° 276), pages 83 à 88, Éditions Grand Orient de France. [En ligne] : <https://www.cairn.info/revue-humanisme-2007-1-page-83.htm>.
10. KI-ZERBO Joseph, 2016, *À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Ouagadougou, Éditions d'en bas.
11. MARX Karl, 1966, *Le manifeste du parti communiste*, par Laura Lafargue, Paris, Union Générale d'Éditions.
12. OVERLEG Vlaams Duurzame Ontwikkeling VODO vzw, 2008, Le développement durable pour les nuls. [En ligne] : <https://base.socioeco.org/docs/sd-dummies-french.pdf>.
13. THACKER S, Adshead D, Morgan G, Crosskey S, Bajpai A, Ceppi P, Hall JW et O'Regan N, *Les infrastructures : la fondation du développement durable*, UNOPS, Copenhague, Danemark.
14. UA, L'Agenda 2063, 2015. [En ligne] : https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_fr.pdf . Consulté le 03-03-2024.
15. Voltaire, 1772, *Lettre à Valentin Philippe de Rocheret*, in *Œuvres complètes*, Paris, Garnier.
16. WEIL Éric, 1982, *Philosophie et réalité*, Paris, Beauchesne.